

Archives et Souvenirs familiaux

Histoires de Femmes

Patrice de LARRARD

Août 2013



Histoires de Femmes



Louise Boutié (1853-1947)

Femme de caractère, elle choisit elle-même son mari, Héliodore Miquel, le 18 juillet 1877. Professeur de lycée, elle le suivit dans toutes ses affectations. Elle a transmis son souci d'indépendance à son fils Jean (cf ci-dessous 7-c). C'était une femme gaie et Ma Kyky se souvient que, lorsqu'elle alla dans la maison familiale de Revel, lui annoncer son mariage, Louise était très sourde et utilisait un cornet acoustique. Ma Kyky parlait de plus en plus fort dans le cornet...mais en vain. Les deux femmes partirent alors dans un grand fou rire !



Les femmes n'ont pas été oubliées dans mes livraisons antérieures : les bonnes sœurs « maîtresses » dans « Les enseignants de ma parenté », les femmes de la période révolutionnaires qui ont connu la décapitation de leur père ou de leur mari dans « La famille des autres » et l'histoire de Marguerite de Fonlongue, née Fabre de Cahuzac, dans le même opuscule ; enfin Marguerite Cassaigne, la centenaire, ainsi que Madame Desbassyns dans « La famille et la ville, la famille et l'île ». Mais il y en a bien d'autres que nous n'avons pas encore évoquées, qui ont eu aussi à vivre ce qu'elles n'avaient pas imaginé, s'adaptant aux circonstances. Ce sont souvent des vies discrètes et cachées, qui révèlent des talents insoupçonnés au prix d'une conciliation permanente avec leurs partenaires masculins...dont nous ne connaissons jamais la teneur. Je me contente de laisser les faits parler d'eux-mêmes. Nos aïeux gardent leurs secrets. Nous n'utilisons que ce qui apparaît dans les archives.

Je les ai regroupées autour de quelques thématiques hiérarchisées par niveau croissant d'indépendance des femmes :

- **Les femmes maternantes** sont les femmes du « second choix », celles qui viennent secourir les hommes abandonnés ou les veufs avec enfants. Elles sont le plus souvent poussées par leur famille.
- **Les femmes libérées par leur veuvage** qui se retrouvent maîtresses de leur destin. La Centenaire est un exemple déjà connu. Le nouvel époux librement choisi présente souvent des qualités évidentes : une position sociale éminente, une culture admirée, le corps et l'ardeur de la jeunesse, une beauté d'Apollon du Belvédère...
- **Les maîtresses mères épousées.** C'est une catégorie déjà brièvement évoquée dans « Les officiers de carrière de ma parentèle ». Elles se trouvent liées aux officiers qui se marient tard avec des femmes qu'ils ont connues plusieurs années avant le mariage ; elles n'offrent alors ni leur jeunesse ni une dot, mais une vraie complicité avec leur époux. Elles ont souvent des enfants d'avant.

- **La femme libre du XXème siècle,** femme perdue aurait dit ma grand-mère.

Mais avant de présenter ces types féminins, il me semble nécessaire de rappeler le contexte des femmes :

- **Les normes sociales qui encadrent leur fonction reproductrice**
- **Les maladies héréditaires ou récurrentes qui pèsent sur les familles**
- **Les déficiences médicales qui menacent spécifiquement la vie des femmes**

Tous ces points sont nécessaires pour mesurer les aléas que les femmes devaient affronter au XVIII & XIXème siècle, autant de défis qu'elles devaient vaincre !

1 - UNE FEMME EXCEPTIONNELLE POUR OUVRIR LA VOIE : MARIE ANNE PAULZE

Ce nom n'évoque rien pour le lecteur et l'on m'accusera d'aller chercher des exemples loin de notre parenté... encore que vous retrouverez ce nom plus loin dans l'opuscule, preuve qu'il ne nous est pas si étranger. Si j'ai choisi cette figure, c'est pour frapper les esprits en faisant comprendre le changement complet d'attitude de nos aïeux vis-à-vis de l'enfance durant le XVIIIème siècle. Auparavant, on avait autant d'enfants que possible pour être sûrs d'avoir des survivants pour perpétuer la famille et le patrimoine. Les soins apportés à leur éducation souffraient de la pléthore et de l'incertitude sur ceux qui subsisteraient in fine. Le « Siècle des Lumières » et Jean-Jacques Rousseau ont convaincu une élite favorisée par la fortune qu'il valait mieux limiter le nombre des rejetons et être plus attentifs à leur formation et à leur santé, d'autant que les progrès de la science étaient rapides à cette époque. J'ai donc choisi d'ouvrir la parade avec l'épouse de Lavoisier !

Marie-Anne Paulze était la fille d'un fermier général, neveu du contrôleur général des finances de l'époque, l'abbé Terray. Celui-ci vint voir en 1771 le père pour marier cette fille



**Antoine-Laurent Lavoisier
et sa femme,**

par Jacques-Louis David.

1788

Metropolitan Museum

de treize ans à un financier. Mais le père refusa, tint bon et sa fille put épouser son fermier général, chimiste et physicien, préféré, Antoine Laurent Lavoisier, de 15 ans son aîné. La complémentarité joua à plein dans le couple : elle lui traduisait les ouvrages scientifiques de ses collègues étrangers, elle prenait en note ses expériences, les dessinaient au besoin, animait un salon scientifique...et, en parallèle suivait des cours de dessin avec le peintre David. La guillotine interrompit cette féconde collaboration en 1794, mais elle se remaria en 1804 avec un autre savant, l'américain Benjamin Thompson, physicien lui-aussi. Elle survécut également au décès de ce dernier !

2 - LES NORMES SOCIALES DE L'ÉPOQUE

Au sommet de la hiérarchie sociale et au sein de l'intelligentsia s'ouvrait donc une nouvelle façon de considérer le rôle de la femme et l'éducation des enfants. De la fin du XVIIIème à la fin du XIXème siècle je vous propose de suivre les comportements maritaux de deux familles parentes, sociologiquement très proches. Ce sont les Larrard de Saintonge et les Boutié du Lauragais. Les deux familles sont des proprié-taires terriens (les Larrard avec un domaine triple) dans des campagnes d'habitat dispersé et, dans les deux cas, profondément catholiques et conservatrices. Elles ont compris que s'offraient alors de nouvelles opportunités qu'elles devaient saisir, les Larrard choisirent alors l'administration étatique, tandis que les Boutié préférèrent l'armée ; cette mutation a pesé sur l'écart d'âge entre le mari et la femme (l'homme attend la trentaine et une position plus assise pour convoler en juste noce) et limitait le

nombre des enfants. Les anciens de chacune des deux familles ont eu un nombre non négligeable d'enfants survivants : Jean-Alexandre de Larrard (né en 1776) a eu 11 enfants et Louis Boutié (né en 1763) 7, des chiffres qui ne furent plus atteints par la suite (4 enfants en moyenne pour les Larrard et 2 chez les Boutié). Le message de Rousseau se fit donc entendre jusqu'au fin fond des campagnes avec un décalage temporel finalement faible.

Il faut toutefois noter que plus la famille est large et plus il y a de filles, plus le père a du mal à les doter, ce qui augmente le nombre de femmes célibataires. Sur l'ensemble de la période, on compte 8 célibataires chez les Larrard (dont deux religieuses) mais une seule chez les Boutié... De plus, il faut s'interroger sur la liberté de choix des conjoints par les filles. Evidemment, nous n'avons pas de documents qui nous permettent d'en juger, mais certains indices semblent indiquer que la latitude laissée aux jeunes Boutié était supérieure à celle des Larrard. En effet dans des lettres échangées entre Louise Boutié et ses frères, elle affirme sa liberté de choisir son futur mari et raconte comment elle a écarté les prétendants qui lui déplaisaient. En revanche les trois cas de « femmes maternantes » repérés chez les Larrard (cf paragraphe 5 ci-après) semblent indiquer que cette famille était plus dirigiste.

De plus, il faut aussi compter avec les spécificités familiales en termes de santé. Nous avons déjà évoqué le mal héréditaire des Fabre de Cahuzac (cf La famille des autres), nous évoquons ici le cas des Peyronnet, sans savoir quel mal, ou quels maux, les rongeaient.

3 - UNE FAMILLE DE VIE COURTE : LES PEYRONNET

a) Première génération

Pierre Denis de Peyronnet (1778-1854), le garde des sceaux de Charles X, a eu de son mariage avec Anne Marguerite Aimée de Perpigna quatre enfants dont deux sont décédés avant d'avoir atteint leur quarantième année.

Le premier est son fils **Jean-Baptiste Edouard** en qui il avait placé tous ses espoirs et qu'il avait poussé dans la carrière juridique : dès 1819, il était à 24 ans substitut au tribunal de Bordeaux, devint en 1822 maître des requêtes au conseil d'état et substitut du procureur général de Paris, puis en 1823 avocat général à la cour d'appel de Paris. La même année, il épousa Caroline Philippine Boutin qui lui donna quatre enfants avant son décès le 14 juin 1827 à **31 ans**. C'est donc sa femme qui conduira la famille avec une santé de fer, puisqu'elle ne disparaîtra qu'en 1888 à 87 ans.

La seconde est **Marie Louise Colombe dite Doly**, née en 1800, elle épouse en 1822 Jacques Dalon que le ministre pousse dans la préfectorale : dès 1823 il est sous-préfet de Saint-Denis avant de passer au bout de dix mois préfet de Bourges ; en mars 1828 il est muté à La Rochelle où le 28 mai 1829 Doly décède à **29 ans**, ainsi que son enfant tant attendu. La révolution de 1830 exclut Dalon du corps préfectoral et il devient un homme d'affaires qui sera toujours présent comme conseiller auprès de Caroline Philippine Boutin. Il décédera en 1874 à l'âge de 79 ans. En 1832 il se remaria avec Céline Panon Desbassyns, ce qui établit un lien tenu entre les Chateauxvieux et les Larrard.

b) Deuxième génération

Clotilde Clémentine Denise est une fille de Jean-Baptiste Edouard qu'elle n'a jamais connu. Elle est née en 1827 et épouse le 30 mars 1850 le capitaine du 6ème régiment de cuirassiers, Antoine Jean Jacques Eugène Paulze d'Ivoy (ce Paulze que je vous avais promis !). L'année suivante elle lui donne un fils.

Malheureusement elle décède en 1855, à l'âge de **28 ans**. Son mari ne se remariera pas et deviendra un général de division qui jouera un rôle actif dans l'armée du nord pendant la guerre de 1870.

c) Troisième génération

Jeanne Elisabeth est née en 1864 de Charles Hippolyte, lui-même fils de Jean-Baptiste Edouard, et de Louise Constance de Vismes. Elle est entrée au couvent des sœurs de Marie Réparatrice à Toulouse sous le nom de sœur Marie de Saint Anselme où elle est décédée le 28 février 1891 à **27 ans**. Jeanne Fabre de Cahuzac était dans le même couvent et a dû quitter le noviciat le 20 juin 1890 à 24 ans pour cause de tuberculose. Epidémie ?

Pierre Elie Marie est un frère de la précédente, né le 26 novembre 1867. Il était lieutenant au 16ème régiment de dragons quand il est décédé après une convalescence de trois mois le 17 juin 1905, à l'âge de **38 ans**. Il n'y a pas d'allusion à un accident dans son dossier militaire.



Le garde des sceaux continue de veiller sur nous

4 - LES FEMMES MARTYRES DE L'IGNORANCE MÉDICALE

a) Geneviève Laurens de Waru

Geneviève de Waru avait épousé en août 1860 Ambroise Justin Acher de Montgascon qui était un modeste employé du ministère des affaires étrangères. Elle a son premier enfant, Maurice Justin, le 3 mai 1861. Le 13 novembre 1862 Ambroise Justin est nommé secrétaire de seconde classe à Carlsruhe (Grand-Duché de Bade) mais Geneviève reste à Paris pour accoucher. Le 4 décembre 1862, naît Marie Marthe mais Geneviève meurt en couche. Après avoir obtenu l'autorisation de son administration et un congé, Ambroise épouse le 11 janvier 1865 Thérèse Adèle de Beaurevand de La Loyère. Le 12 avril 1868 naît à Carlsruhe Just Acher de Montgascon (cf Les officiers de carrière de ma parentèle).

b) Françoise Marie Madeleine Perrin du Lac

Françoise Marie Madeleine Perrin du Lac, née en le 19 février 1821, était la jeune épouse compiégnoise d'Eugène Colin de La Brunerie (famille liée aux Leclerc de Bussy, le nom de l'épouse d'oncle Jacques). Le 5 juillet 1843 elle donne naissance à Georges Marie François de Salles mais le 19 juillet suivant elle décède de fièvre puerpérale, ce qui signifie que lors de l'accouchement la totalité du placenta n'a pas été enlevé et qu'elle a fait une infection. Il faut attendre les travaux de Pasteur pour que ce type d'accident disparaisse.

Eugène va se remarier avec Marie Félicité de La Salle de Louvois qui lui donnera un Gaston Marie Louis le 11 août 1854. Malheureusement elle décédera de « maladie de poitrine » en 1858. Cette famille, désormais sans mère, va se désagréger : Georges se suicide en janvier 1904 et Gaston part en 1900 se battre dans le Transvaal (la guerre des Boers).

c) Marie Louise Colombe de Peyronnet dite Doly (cf ci-dessus -3- a)

5 - LES FEMMES MATERNANTES

a) Anne Marie Thérèse de Larrard

Avant de parler d'Anne Thérèse, il faut préciser les liens de la famille de Larrard avec Pierre Denis de Peyronnet, garde des sceaux. Le 11 février 1806, Jean Alexandre de Larrard épousa Louise Elisabeth Alefsen de Boisredon dont la mère était Marie de Peyronnet, sœur de Pierre Denis. Anne Marie Thérèse de Larrard, fille de Jean Alexandre de Larrard et de Louise Elisabeth Alefsen de Boisredon est donc une nièce au quatrième degré du ministre. Mais au-delà de cette parenté, il faut rappeler ce que le ministre fit pour la famille : il intervint pour faire nommer Jean Alexandre entreposeur des tabacs à Jonzac en 1826, il fit en sorte que le mari de la fille aînée de Jean Alexandre, Hector Magniant, soit nommé juge auditeur à Jonzac en 1827 puis substitut à Saint-Jean d'Angély, enfin il fit venir Jules de Larrard à Paris pour passer le concours de polytechnique. On imagine donc que les Larrard se sentaient débiteurs à son égard et l'opportunité se présenta lorsque le 14 octobre 1836 Peyronnet sortit de la prison du fort de Ham où avaient été enfermés les quatre ministres de Charles X qui s'étaient fait prendre durant la Révolution de Juillet. Le ministre se sentait d'autant plus isolé que son épouse, Aimée de Perpigna, avait divorcé.

Thérèse à l'âge de 21 ans devenait donc la maîtresse de la maison d'un homme de 58 ans qu'elle n'avait jamais rencontré auparavant. Fin lettré, le ministre était un homme mondain qui recevait volontiers dans son château de Montferrand près de Bordeaux qu'il avait fait construire en 1826 par les architectes Laclotte et Poitevin. Elle introduisit un peu de fantaisie dans une atmosphère quelque peu compassée !



Cela dura jusqu'au 2 janvier 1854, date du décès du ministre à laquelle elle reçut par testament une rente viagère. Elle retourna alors chez ses parents qui lui trouvèrent un propriétaire terrien voisin veuf, Eugène Roche, qui l'épousa le 28 janvier 1856 et eut un fils, Frédéric ; mais Eugène Roche mourut le 2 janvier 1859. Les enfants du premier lit héritèrent de la propriété de Bois Charmant et Thérèse s'installa avec son fils près de l'église de Salignac (commune sur laquelle se trouve Caubourg). Elle y est décédée le 25 avril 1882.

b) Marguerite de Larrard

Nous connaissons Marguerite, née le 4 janvier 1892, par quelques clichés dont celui déjà présenté dans « Les officiers de carrière de ma parentèle » qui aligne toute la descendance d'Octave de Larrard vers 1900 ; elle apparaît sous le numéro 1, déjà discrète. Son notaire de père, Maurice, avait eu 8 enfants dont cinq filles. C'était dur d'en marier autant, ce qui explique que deux restèrent célibataires et une fut religieuse dominicaine (cf Les enseignants de ma parentèle). La mémoire familiale gardait en tête qu'elle épousa Eugène Marthe, directeur des douanes à Bordeaux. J'ai obtenu un résumé de carrière de ce fonctionnaire où j'ai appris des choses importantes : il était né en 1883 dans les Ardennes et avait fait toute sa carrière dans l'est et le nord de la France, sauf lorsqu'en 1940 il fut affecté à Bordeaux. Ce parcours me rappela celui d'Alexandre, le frère de Marguerite, qui, après avoir fait la guerre de 14/18 et la campagne de Cilicie dans la cavalerie, fut versé dans l'artillerie et s'enracina dans les Ardennes en se

mariant à Charleville en 1924 ; mais quand il fut rayé des cadres (en 1938), il retourna lui-aussi à Bordeaux. La probabilité que Marguerite ait été pilotée par son frère me semblait évidente mais pas d'indication de mariage !

L'information manquante m'est venue par hasard quand Chantal alla faire des fusions-acquisitions à la banque Louis Dreyfus. Elle y rencontra un collègue qui l'interrogea sur son nom car il se souvenait qu'un parent Marthe, veuf, avait épousé une Larrard et que celle-ci avait été une seconde mère pour ses enfants.



c) Gabrielle Marguerite de Larrard

Gabrielle Marguerite est née en 1898 et en 1917, elle s'est retrouvée pupille de la nation, suite à la mort au front de son père, sous-lieutenant d'artillerie tué en défendant sa pièce. Elle ne se maria qu'à 31 ans dans des circonstances un peu dramatiques. Dans « Les Enseignants de ma parentèle » j'ai évoqué Jehan de Sarrau qui s'était d'abord marié avec une

économiste de lycée de filles qui le suivit à Alger où elle mourut le 11 mai 1926, lui laissant deux enfants. La famille se mit alors en ordre de bataille pour trouver une femme capable de reprendre l'éducation des enfants et acceptant d'aller habiter à Alger. J'ignore quels furent les critères retenus mais je sais qu'une de ses arrière-grand-mères étaient Cora de Sarrau. L'existence de cette parenté a dû peser dans la balance ! Ils se marièrent donc pendant les vacances scolaires, le 7 août 1929. Elle eut avec lui trois enfants, ce qui suppose une maisonnée de cinq enfants. On comprend pourquoi Jehan demanda en 1945 le report de sa mise à la retraite pour assurer la subsistance de tout ce monde...mais en vain.

6 - LES FEMMES LIBÉRÉES PAR LEUR VEUVAGE

a) *Marie Anne Louise Martin*

Marie Anne Louise Martin épouse le 18 décembre 1737 Alexandre de Larrard et ce sont deux mondes qui se rencontrent car si son mari (de 18 ans son aîné) est intégré dans la société financière, elle est issue de ces bourgeois parisiens qui se transmettent de

pères en fils des fonctions domestiques auprès du roi, de la reine et des princes et princesses du sang ; ce sont les commensaux. Les Martin en sont un exemple typique. Ils sont venus de Bourgogne, appelés par le Grand Condé qui puisait dans le vivier de cette province en tant que gouverneur. Bernardin Martin vint donc à Paris au XVIIème siècle comme apothicaire du duc de Condé. Lors du mariage de Marie Anne, son père, Pierre Martin est toujours apothicaire du Duc de Condé (petit-fils du précédent) mais il est aussi apothicaire du commun (la maison) de la reine, Marie Leczinska, dont le duc de Condé a poussé la candidature lorsqu'il a fallu trouver une épouse à Louis XV. A ce titre la famille Martin a un domicile à l'hôtel de Condé et un dans les Grands Communs à Versailles. Pierre Martin n'est pas encore apothicaire du corps de la reine et ne bénéficie dans les Grands Communs que d'un deux pièces au rez-de-chaussée, dont une seule chauffée. En 1742, il deviendra 1er apothicaire de la Reine et aura droit, dans le même bâtiment, à 6 pièces au rez-de-chaussée, dont deux chauffées et 7 à l'entresol ; plus grand car il faut prévoir une salle pour la préparation des médicaments. Ensuite il logera dans l'aile des princes du palais, plus près de la reine.

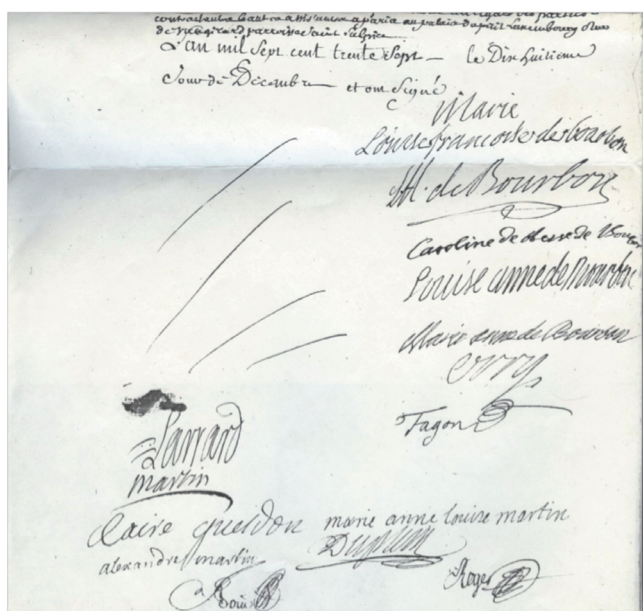


La cour intérieure des Grands Communs de Versailles

En 1766, Pierre meurt, puis la reine en 1768. Pierre Alexandre, le fils, prend la suite de son père, mais en bas de l'échelle des apothicaires du roi, le quatrième ; par l'ancienneté, il n'atteindra la première place auprès du roi qu'en 1780 et y ajoutera ensuite le service de la reine Marie-Antoinette. Il est mort ou a démissionné juste avant la Révolution.

Comme femme de chambre de la reine, Marie Anne Louise a été très bien traitée lors de son mariage. La page des signatures l'atteste mais il faut la lire en décodant la hiérarchie sous-jacente :

- Les personnes importantes signent à droite et l'espace gauche est biffé pour éviter toute intrusion : ce sont la reine puis cinq signatures de la famille de Condé, le duc en titre (signature soulignée) et quatre femmes qui utilisent le nom de Bourbon. En-dessous et en omettant le prénom, deux hauts fonctionnaires des finances royales.
- En colonne à gauche les deux partenaires de la négociation : le mari et le père de la mariée.
- Sur deux lignes, de gauche à droite : la mère de la mariée, la mariée, son frère et l'ami du marié, Duplex (de Bacquencourt), fermier général.
- En bas de page, la signature des deux notaires.



Enfin, toutes les femmes signent en incluant leurs prénoms en toutes lettres alors que, à l'exception du frère de l'épouse, tous les hommes s'en dispensent. Les femmes l'écrivent simplement alors que les hommes ajoutent des fioritures soit en soulignant, soit par un ovale supposé être distinctif, pratique très commune chez les notaires ; Pierre Alexandre Martin, là aussi fait exception. Bref, nous sommes dans un monde où la différence des sexes est présente partout, surtout dans les documents officiels !

Mais le 16 juin 1760, Alexandre meurt. Elle se retrouve donc seule pour élever son fils de 16 ans. En tous les cas, elle a l'avantage de bénéficier d'une belle fortune !

A vrai dire, elle n'est pas isolée car son fils reste à Paris, poursuivant une carrière militaire aux Gardes Françaises. Mais, l'âge venant, elle désire un compagnon et épouse Mathias François Dumaret le 17 janvier 1785. Il a une trentaine d'années de moins qu'elle, natif du sud-ouest (Tarbes), comme son ancien mari, et fourrier (officier comptable) dans la compagnie écossaise des Gardes du Corps. C'était probablement un joli garçon car il est premier homme d'arme de sa compagnie et la reine Marie Antoinette l'a choisi pour ouvrir le bal des Gardes du Corps à l'occasion de la naissance du Dauphin !

En tous les cas, Marie-Anne resta maîtresse des lieux où son mari la rejoignit ; il lui versait annuellement 3 000£ pour sa contribution aux frais. A sa mort, le contrat prévoit de lui laisser 100 000£ de capital ou une rente viagère annuelle de 10 000£, à son choix. Marie Anne garde les pieds sur terre ! Mathias François respectera le contrat jusqu'à la mort de Marie Anne en 1802. Complètement intégré à la vie de la famille, il assista au mariage du fils de sa femme en 1795 et c'est même lui qui a déclaré le décès de ce fils en 1812.

Les commensaux

Les commensaux sont les domestiques du roi ou d'un prince du sang qui leur accorde une protection particulière. Ils sont bien traités, leur fidélité est reconnue et ils bénéficient de nombre de privilèges qui vont de l'interdiction de saisie de leurs outils de travail pour le roi, à des exemptions fiscales, par exemple la taille, et au privilège d'être jugés par le grand prévôt de l'hôtel (du roi), autrement dit par un tribunal propre au corps. Cela explique que ces postes aient été très recherchés et l'objet de transactions, notamment à travers le système de la survivance qui donne l'assurance au bénéficiaire de prendre la suite du commensal en poste à son décès ou à sa démission.

Dans l'ensemble de ces avantages, les gages ne sont pas déterminants. Prenons comme exemple le traitement annuel de l'apothicaire du commun de la reine, tel que le présente William Ritchey Newton dans son ouvrage « La Petite Cour » :

- Gages	500£
- Frais de bouche (indemnité de nourriture)	1 095£
- Remèdes (pour les membres de la maison de la Reine)	4 000£
- Personnel des écuries (remèdes pour les écuries de la Reine)	400£
- Garçon (salaire du commis chargé d'aider l'apothicaire)	200£
Total	5 995£

Ce chiffre n'est pas négligeable, mais incorpore beaucoup d'éléments qui sont des frais professionnels. En revanche il ne prend pas en compte le logement aux Grands Communs, avantage évalué à 500£ par an. Notons que les logements des apothicaires sont petits et au rez-de-chaussée, c'est-à-dire dans une partie moins recherchée de l'immeuble.

L'univers des commensaux royaux est très large car il inclut les membres de la maison militaire, les gardes du corps par exemple, mais aussi des officiers de justice ou de finance, les secrétaires du roi par exemple. Pour donner une idée concrète je propose quelques commensaux parents des Martin, autres que les apothicaires :

- Claire Guesdon, la femme de Pierre Martin était femme de chambre de la reine dès 1725, quand Marie Leczinska épousa Louis XV ; sa fille prit sa suite, pratique commune chez les femmes de chambre.
- Un frère de Marie Anne Martin épousa Marie Ursule Durand Demouville, femme de chambre des filles de Louis XV, dont le père avait été huissier de l'antichambre de la dauphine jusqu'en 1752.
- De 1728 à 1757, Alexandre de Larrard, époux de Marie-Anne Martin, a été gentilhomme ordinaire de la vénerie du roi, ceux qui se tenaient au cul des chiens. Il était logé au chenil ; marié et secrétaire du roi, il logea en ville.

b) Marie Bathilde Granger

Avec Marie Bathilde Granger, nous quittons ce XVIIIème siècle qui a offert tant d'opportunités aux femmes des classes aisées pour aborder un XIXème moins réputé sur ce sujet ; mais elle a su, elle aussi, acquérir son indépendance et exprimer son autonomie.

Au départ l'avenir ne se présentait pas bien pour elle, le 24 septembre 1834 car elle était née de père inconnu et d'une demoiselle Delille Granger, probablement une parente d'Henri Granger qui avait laissé veuve Marie Alexandrine Colin de La Brunerie. Cette veuve prit la jeune Marie Bathilde et alla se réfugier à Compiègne où vivaient ses frères. On sait que les deux femmes étaient dans cette ville en 1851, recueillies par la famille. Le jeune Arthur Magon de La Giclais, qui était alors à Compiègne où son père avait été nommé lieutenant de gendarmerie, écrit dans ses mémoires qu'il se souvient « avoir été choyé chez les La Brunerie par Marie Granger ». Le 2 avril 1862, Alexandrine l'adopta, améliorant ainsi la position sociale de l'adolescente, ce qui lui permit d'épouser l'année suivante Marie François Henri Leclerc de Bussy, d'une vieille famille picarde. Bel exemple d'entraide entre femmes ! Son mari avait à peine 3 ans de plus qu'elle et une santé fragile. La famille s'enrichit de deux garçons Henry et Alfred, mais le père décéda à 45 ans, en 1876. Sous le choc du décès, la famille pensa faire habiter Alfred de La Brunerie chez elle mais c'était un ancien officier au caractère difficile et querelleur que les ans n'avaient pas amélioré. Elle décida donc d'épouser un capitaine du 13ème Dragons caserné à Compiègne, mais détaché temporairement au service des remontes (service chargé d'acheter des chevaux militaires). Pour cette raison, ils se marièrent à Paris le 25 janvier 1881 et emménagèrent à Compiègne dans un nouveau logement.

Hippolyte François Deniau était un officier monté par le rang ayant toutes les qualités : « caractère affable et ferme », « très bon cavalier », « a de l'aisance dans sa conduite », « dessine remarquablement »... mais aussi

« tournure svelte », ce qui est corroboré par le fait que sous le Second Empire il fut sous-lieutenant porte-aigle des Dragons de l'Impératrice... ce qui correspond à notre Dumaret, premier homme d'arme de sa compagnie des Gardes du Corps.

Il contribua à éduquer les deux fils auxquels il inculqua la connaissance et le goût du cheval et fut regretté lors de son décès le 21 décembre 1885. Son image dans société militaire de Compiègne était telle que les officiers de la place se concertèrent pour effectuer au plus vite les démarches nécessaires à l'obtention d'une pension de veuve (1 100Fr/an). Elle passa ses dernières années avec Alfred, son second fils, sa femme et leur fille. Elle est décédée à Compiègne le 30 août 1915.

c) Anne Clémentine de Rocous-Cabuzac

Anne Clémentine est née à Toulouse le 14 décembre 1816 et épousa le 25 mai 1840 un des hommes les plus riches de la ville, Edmond Fabre. Malheureusement, c'est avec lui que se découvrit le « mal des Fabre » que nous avons évoqué dans « La Famille des autres ». En effet il mourut à Toulouse le 16 janvier 1842, ayant eu à peine le temps de concevoir deux enfants : François, qui survécut et Edmond que son père ne connut même pas et qui mourut à cinq ans.

Elle épousa un propriétaire terrien du Tarn, Hippolyte de Gayraud d'Auxilhon avec lequel elle a eu deux garçons et une fille, Marie. Hippolyte est mort avant 1872 et elle, le 12 juin 1908.

7 - LES MAÎTRESSES MÈRES ET ÉPOUSÉES

a) Marie-Louise Trescol-Constant

Avec les Trescol-Constant, nous retournons dans le monde des commensaux. En effet les Trescol sont arrivés en France dans les bagages d'Henriette d'Angleterre qui a épousé Philippe d'Orléans en 1661. La famille est restée au service des Orléans et le père de

Marie Louise y était valet de chambre. Quand elle eut atteint ses vingt ans, le duc d'Orléans, Louis-Philippe, dit le gros, la remarqua et lui fit un enfant auquel on trouva rapidement un père de complaisance qui comprit vite qu'il devait partir aux Antilles pour traiter ses affaires, si bien qu'il était absent lors du baptême de Pierre Armand Brisson, le 25 avril 1758. Quand l'enfant fut en âge, il rentra dans un régiment de la famille d'Orléans, Beauce Infanterie, en 1774. C'est entre cette date et 1793 qu'elle se lia à Jean Marie Alexandre de Larrard qui était alors lieutenant aux Gardes Françaises, avant de démissionner le 16 mai 1789.

Après avoir vendu tous les biens hérités de son père en Périgord, Alexandre acheta le 26 novembre 1779 une propriété à Chatenay-Malabry dénommée « La Petite Roseraie ». Bien que s'étant éloigné de Paris et n'étant plus dans la garde royale, Alexandre fut arrêté le 25 octobre 1793 à Chatenay comme « ci-devant noble » et enfermé à la prison de La Force. Lors de son arrestation la présence de Marie-Louise est attestée. Il n'en sortira que le 29 septembre 1794, ce qui va rapidement être suivi de son mariage avec Marie-Louise le 27 avril 1795. Le contrat en séparation de biens spécifie qu'elle reste propriétaire de ses meubles disposés dans sa chambre à Chatenay. S'il meurt avant elle, outre ses meubles, elle recevra 20 000£ sur l'héritage de son mari. En outre, elle recevra un douaire en rente viagère annuelle de 6 000£. A cette occasion, nous apprenons qu'elle a dans son appartement loué rue des Fossés Montmartre à Paris, des meubles marquetés et deux toiles de chiens de Desportes. Elle avait bon goût !



Il meurt à Paris le 15 février 1812, faisant de son épouse sa légataire universelle après des dons, tant à sa famille liée aux Martin (notamment Jules Frédy de Coubertin), qu'aux petits enfants de son épouse (Alexandre de Saint-Hilaire). De son côté, elle lui consacre une grande pierre tombale (cf. page 13) dans le cimetière de Chatenay sur laquelle elle exprime son admiration pour son mari « Il fut bon, juste, compatissant et d'une probité exemplaire. Il laisse une veuve inconsolable, d'honorables parents et des amis fidèles » et sermonne les habitants « O vous habitans de Chatenay qui avez été pendant 37 ans témoins de ses douces vertus, vous à qui il a voulu laisser sa dépouille mortelle pour derniers gages de sa tendre affection, pleurez le avec nous, imitez le et priez pour lui. Vous le devez et comme mortels et comme chrétiens ».

Elle vendit la propriété de Chatenay à Monseigneur de Villaret, grand chancelier de l'université, le 1er mai 1813 pour 70 000 Francs et décéda le 17 mars 1817 à Paris et fut inhumée à Chatenay. Elle légua ses biens à ses descendants mais aussi aux parents de son mari, Massol, Chamois, Coubertin... et à François Dumaret fidèle compagnon de Marie Anne Louise Martin, de son fils et de sa belle-fille... un noyau uni qui trouve là sa fin.

Il est intéressant de remarquer l'évolution entre les dispositions du contrat de mariage puis du testament d'Alexandre... une confiance croissante en Marie-Louise, bien placée !

b) Ethelberte Joséphine Vasseur

Ethelberte Joséphine est née à Arras le 19 décembre 1858. Orpheline de père, elle fit connaissance d'un polytechnicien en cours d'études à l'école d'application de Metz, mais probablement en stage au 3ème régiment du génie à Arras en 1870. Le 26 septembre de cette année, naquit son premier fils, Frédéric, elle n'avait que douze ans ! Edmond Renard, bordelais parent des Basse, en avait à ce moment-là 23 et était prisonnier à Cologne. Elle aura avec lui un autre garçon, Edmond, né à Arras le 21 août 1872, où son père était

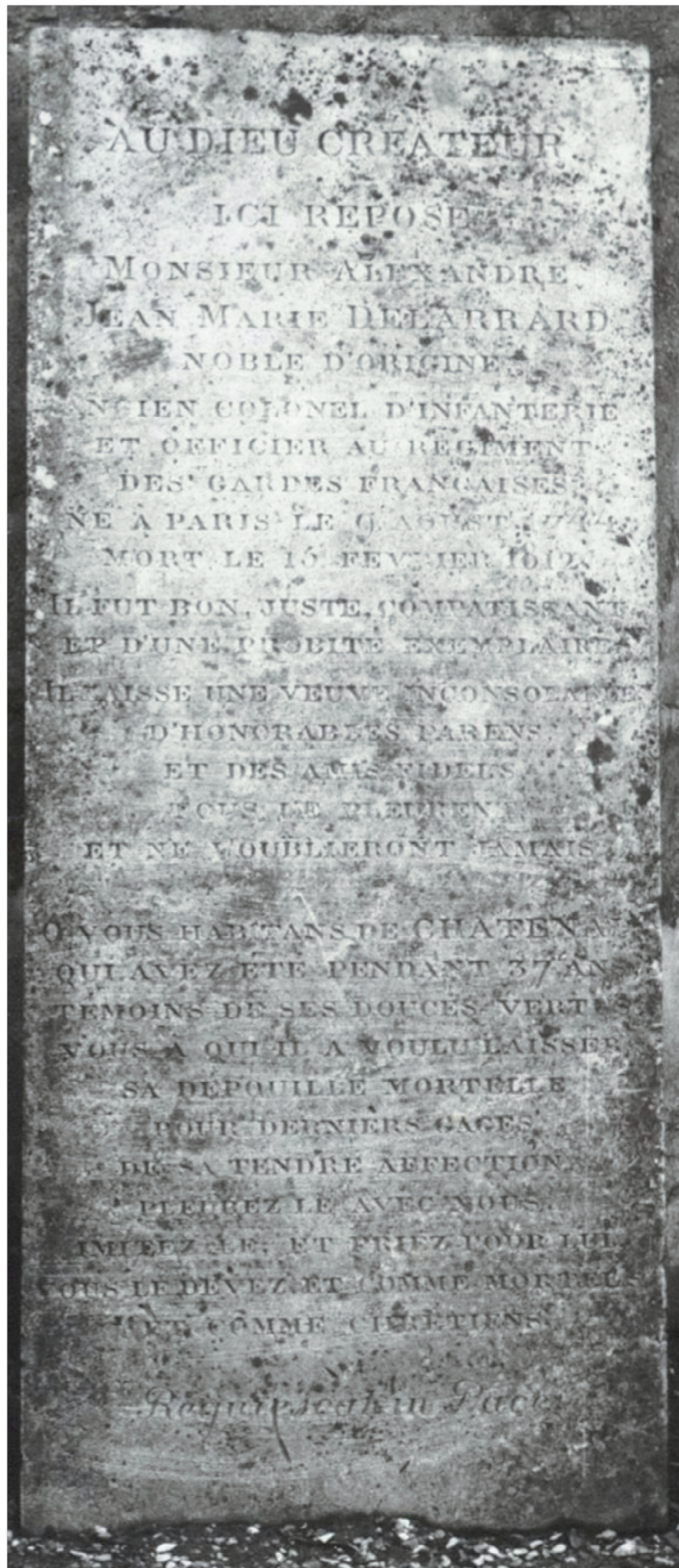
alors lieutenant en premier au 3ème régiment du génie.

Selon une stratégie que j'avais déjà identifiée dans « Les officiers de carrière de ma parentèle », l'officier qui a une liaison inavouable avec une femme qui n'a ni le rang social, ni la dot souhaités par l'armée, cache sa liaison jusqu'à avoir le grade et la notoriété suffisants pour imposer son choix. Edmond Renard attendit d'être chef de bataillon et chef du génie d'une subdivision militaire (Grandville), le 11 février 1891. Ce jour-là, il épousa Ethelberte Joséphine Vasseur et reconnut ses deux fils, l'aîné étant déjà maréchal des logis au 26ème régiment d'artillerie. Les témoins sont un lieutenant-colonel d'infanterie, un commissaire adjoint de marine, un ingénieur des ponts et chaussées et un médecin militaire, tous fonctionnaires comme lui et non parents.

Edmond était un très bon ingénieur du génie qui termina sa carrière comme colonel directeur du génie de Bordeaux en 1904 avant d'être rappelé en 1914 comme directeur du génie de Nantes (cf Les officiers de ma parentèle). Il est mort en 1924 à Bordeaux, ayant appris l'année précédente le décès à Paris de son fils aîné, sous-lieutenant de réserve d'artillerie, qui avait été gravement intoxiqué par les gaz de combat en 1917.

c) Victorine Blanche Orcès

Blanche est née à Orléansville de Noël Orcès et Maria de Los Remedios Lorenzo le 16 octobre 1873. Je ne sais pas qui était son père, mais sa mère, née en 1849 à Mostaganem, appartenait clairement à la communauté espagnole depuis longtemps implantée dans l'Oranais. J'ignore quand elle rencontra Jean Miquel mais notre officier avait fait l'essentiel de sa carrière dans le Maghreb : en Tunisie au 4ème bataillon d'Afrique de 1905 à 1910, puis au Maroc au 4ème régiment de tirailleurs algériens de 1910 à 1913. Il passa la Grande Guerre dans l'infanterie métropolitaine mais retourna dès 1920 au Maroc dans les tirailleurs



algériens jusqu'en 1922. De 1930 à sa retraite en 1935, il sera lieutenant-colonel puis colonel de régiments de tirailleurs algériens casernés dans l'est de la France. Ses notes soulignent sa bonne adaptation à ces troupes « Parle et comprend la langue indigène. Son expérience de vieux soldat soucieux du bien-être matériel et moral de ses tirailleurs lui a permis d'obtenir des résultats remarquables ».

Blanche épousa Jean Miquel à Vincennes le 27 mars 1919, à 45 ans. Jean en avait 40 et sortait d'une guerre où il avait montré sa valeur. Blanche avait eu un fils que Jean adopta. Ma Kyky m'a dit que Blanche ne fut pas bien accueillie par toute la famille. Mon arrière-

grand-mère Lasserre refusa toujours de la voir et Léopold profita de la mort de son épouse pour aller visiter Jean Miquel dans ses casernements de l'est de la France ; il en revenait en disant beaucoup de bien de la cuisine de Blanche. Après sa retraite en 1935, ils vinrent s'installer à Toulouse et Blanche participa à toutes les fêtes de famille (sauf celles des Lamothe). La photo que j'ai d'elle a été prise au mariage de mademoiselle Bélaval avec le docteur Noël à Saint-Julia en août 1937. Elle est morte avant ma naissance mais je me souviens très bien de Jean Miquel, massif, réservé et amical.



2) *Sophie Lasserre*

Le cas de Sophie est différent des autres femmes dans la mesure où elle s'est mariée tard, quand tout espoir d'enfanter avait disparu. Elle resta à Tarbes avec ses parents qui avaient un commerce de quincaillerie-serrurerie. C'est dans cette ville qu'était caserné le 85ème RI pendant le Second Empire mais, hors des fonctions de dépôt, le corps fut le plus souvent envoyé à l'étranger, en Crimée puis en Italie. Néanmoins Sophie et Dominique Brot se rencontrèrent et après que le capitaine fut mis à la retraite le 6 février 1866, ils se marièrent.

Dominique Brot ne semble pas avoir été un homme aussi séduisant que ceux déjà évoqués, mais ses notes font état d'un officier « digne sur lequel on peut toujours compter ». Il fut deux

fois blessé au combat, en Crimée et à Solferino et rapporta une brochette de décorations étrangères.

La mémoire familiale a gardé l'image d'un couple uni et présent aux grands événements familiaux, y compris le mariage à Pau le 27 avril 1886 de Léopold Boutié avec Joséphine Lasserre, la nièce de Sophie. Le capitaine Brot est décédé le 22 septembre 1890 et Sophie lui a survécu quelque temps.

Par rapport aux précédents exemples, celui-ci offre une variante car c'est un l'officier monté par le rang qui n'était pas protégé par une place suffisamment en vue. Il n'a pas pris le risque d'avoir à demander une autorisation administrative !



8 - UNE FEMME LIBRE DU XXÈME SIÈCLE : ANNA WITTIG

Anna Wittig est la femme de notre échantillon qui a connu la vie la plus aventureuse et la plus agitée. Elle était née en Allemagne à Emden le 9 mars 1893 et s'est retrouvée pendant la première guerre mondiale à Genève où Georges de Chilly était un agent secret des services français sous couverture de secrétaire d'un casino. Il reçut l'ordre de rentrer dans une équipe chargée de faire sauter une usine de munitions en Allemagne proche de la frontière suisse. Anna, étant la seule à pouvoir passer la frontière sans problème, était un membre essentiel de l'équipe. Suite au sabotage, les autorités suisses découvrirent le rôle de chaque opérateur et décidèrent de les expulser vers leur pays d'origine. Le problème est qu'Anna, étant allemande, risquait la peine

capitale ; Georges de Chilly l'épousa pour qu'elle soit expulsée vers la France. C'est, du moins la version qu'il donna à sa mère !

Très vite elle devint une star du cinéma muet alignant de 1919 à 1928 vingt-et-un films sous le nom de Claude France. On peut citer la Madone des sleepings, les Violettes impériales, le Bossu... Mais le monde du cinéma offre des tentations et elle divorça pour l'amour d'un comédien. Malheureusement, elle fut déçue et se suicida par le gaz à Paris le 2 janvier 1928.

Sa réputation lui permettait d'arrondir ses revenus en servant de modèle à des couturiers. Elle apparaissait ainsi dans des lieux à la mode, tels que les champs de course. La photo ci-dessous est prise par Séeberger (un photographe allemand) le 22 juin 1927 à Longchamp. Curieusement, elle se fait alors appeler comtesse de Chilly au lieu de son nom de scène.



RÉFLEXIONS EN FORME DE CONCLUSION

La question des sources est toujours primordiale en matière de généalogie ou d'histoire. Cela est particulièrement vrai quand il s'agit de femmes des XVIII^e et XIX^e siècles. Elles interviennent peu dans la vie officielle de la cité mais dès qu'elles sont veuves elles apparaissent dans les papiers de notaires. Cela explique que j'ai pu être prolixe sur Marie Anne Martin et Marie Louise Trescol-Constant pour lesquelles j'ai pu puiser dans le minutier central des Archives Nationales. J'ai pu ainsi reconstituer un noyau de militaires de la garde royale et de commensaux unis, fidèles et aimants.

Quand les femmes nous laissent peu d'information, on peut en trouver dans les dossiers des hommes. Dans ce cas je privilégie les dossiers militaires, non seulement parce qu'ils sont nombreux dans la famille, mais aussi parce qu'ils sont plus bavards que les autres sur les épouses, tant cette administration était attentive à leur dot et à leur position sociale.

Pour les femmes qui ont vécu au XX^e siècle, on peut encore recueillir des souvenirs de témoins qui ont connu les intéressés, par exemple Ma Kyky pour Blanche Miquel et Louise Boutié ou, indirectement, Chantal pour Marguerite de Larrard. Témoignages précieux et rares.

Mais derrière les faits, restent beaucoup de questions : quelle était la force de persuasion de la famille sur les femmes, quelle autonomie leur laissait leur mari, comment acceptaient-elles leur célibat, le cas échéant... ? Enfin, leur destin leur a-t-il permis de s'épanouir ?

A l'époque le divorce ou la séparation de corps était rare. Ceux que j'ai repérés se comptent sur les doigts d'une main (séparation de la centenaire et d'Athanase Subervie, divorce de Peyronnet et de sa femme...). Les époux se faisaient des concessions mutuelles qui permettaient de rester ensemble et d'élever les enfants. Le destin des rejetons était primordial dans l'épanouissement des mères car bien peu de femmes à l'époque avaient d'autres compensations. Tout le monde n'a pas les talents d'Anna Wittig !

Le destin le plus dur a peut-être été celui des célibataires. Aglaé de Larrard a vécu toute sa vie à Caubourg (1808-1895) et a été surnommée « l'âme de la maison » ; le problème est que ce sont ses frères et sœurs qui l'ont ainsi surnommée...quel était son avis ? Pierre Boutié avait une tante Catherine (1804-1870) qu'il a longtemps hébergée aux Terrisses...mais les relations se sont tendues et il l'a envoyée chez son oncle Ricalens, boulanger à Revel. Avec son accord ?

Femmes d'aujourd'hui et de demain, vous avez plus d'opportunités de maîtriser votre destin que vos aïeules ! Profitez-en, la liberté des femmes est le vecteur de la libéralisation de l'ensemble de la société.

Patrice de Larrard, 30 août 2013



ANNEXE SUR LES SIGNATURES ROYALES
D'ACTES DE MARIAGE DES MEMBRES DE LA FAMILLE



Suite à l'acte de mariage de Marie-Anne Martin avec Alexandre de Larrard (cf paragraphe 6-a), je pense qu'il est intéressant de le comparer avec deux autres actes, plus tardifs.

Le premier date du 16 avril 1823 et concerne Jean-Baptiste Edouard de Peyronnet (cf 3-a) et Caroline Boutin. C'est un acte très important car il concerne le fils du garde des sceaux en fonction, ce qui explique qu'il y ait 5 pages de signatures. Je me limiterai à en commenter trois.

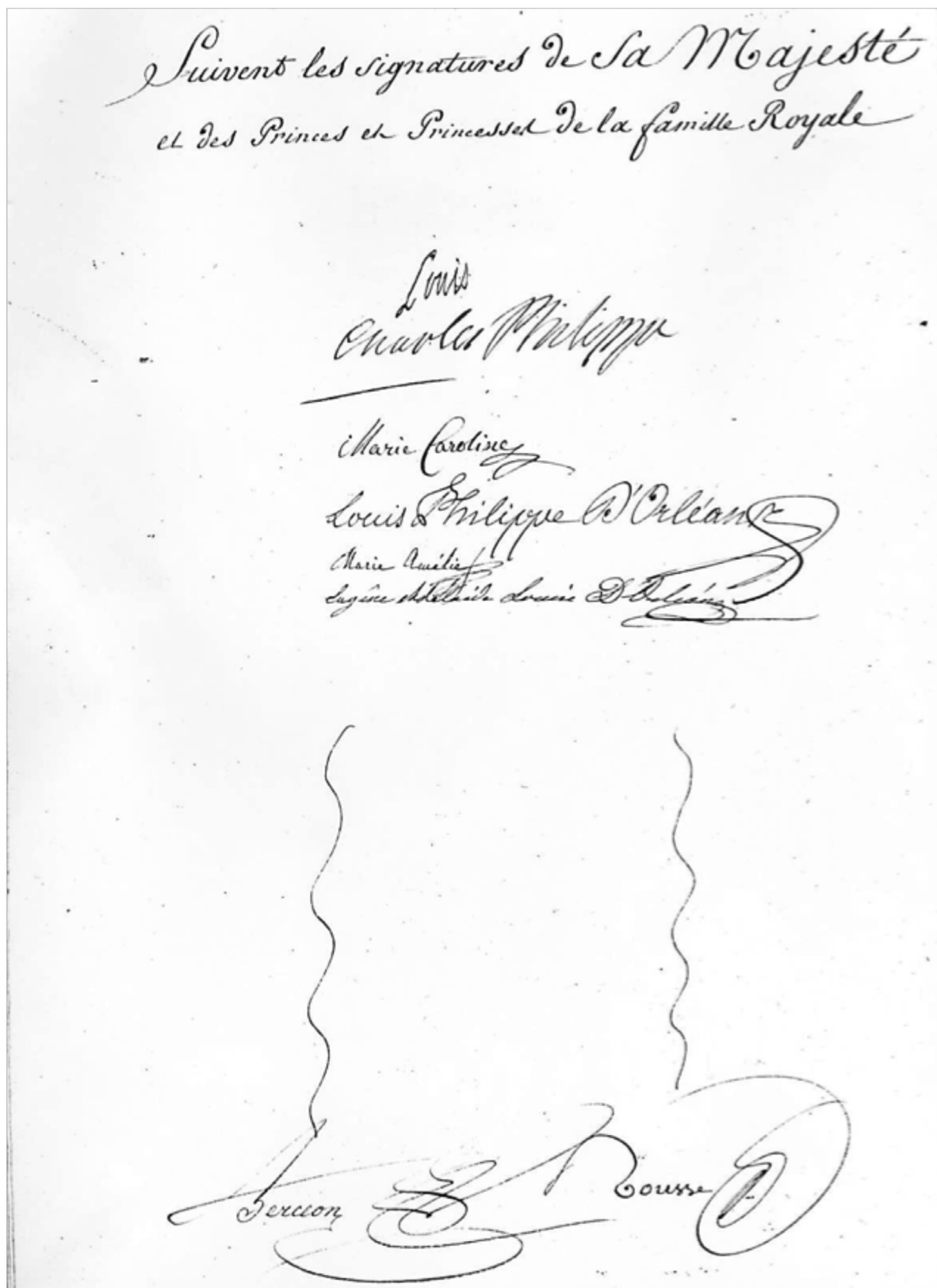
La première concerne les parties, c'est-à-dire les parents directs des mariés et d'autres qui dotent la mariée.



Vous oubliez la marge de gauche où sont réunis les paraphes des corrections du contrat.

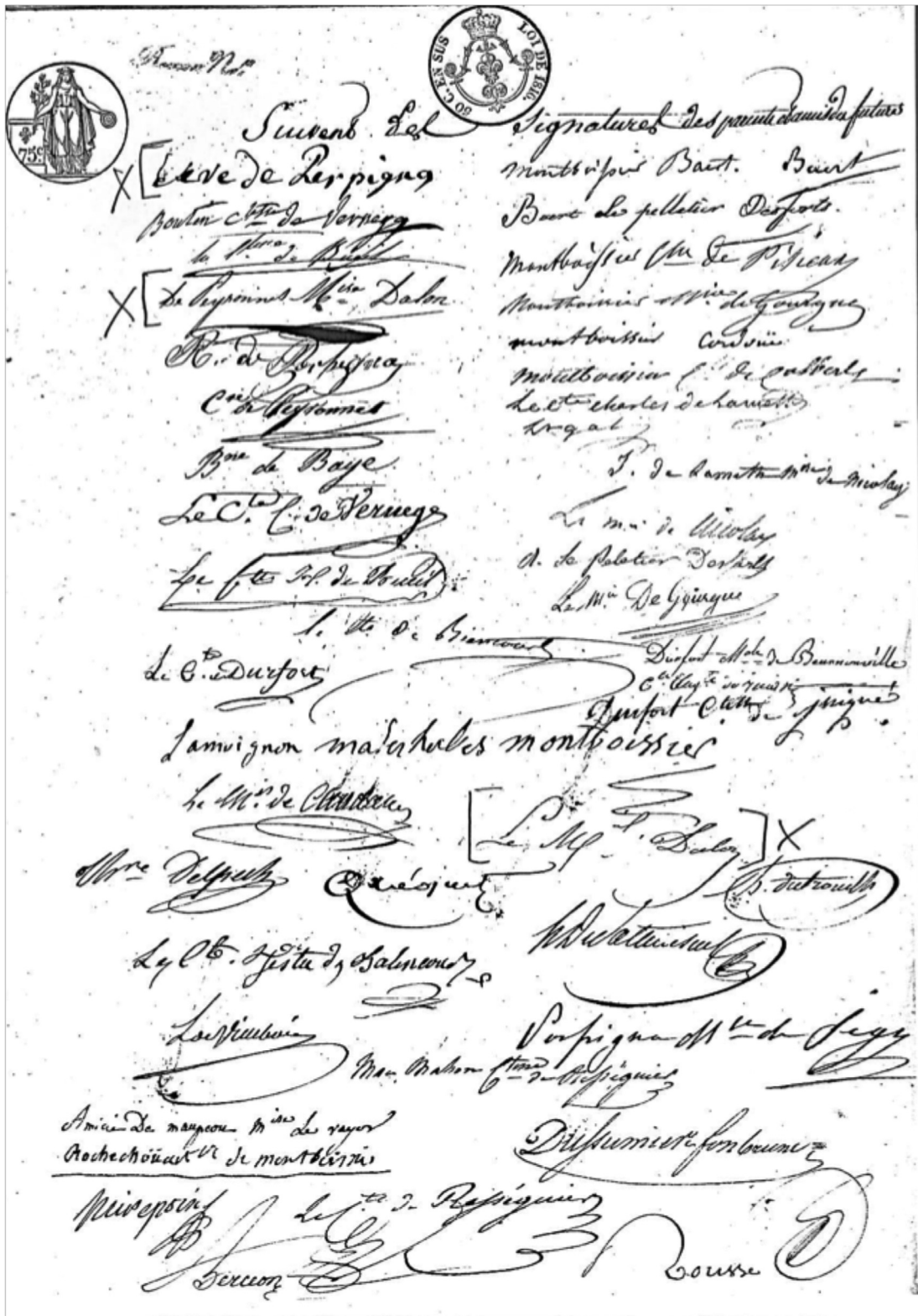
Sur la première ligne, apparaît la signature de la mariée (CPE Boutin) et du marié, Vicomte de Peyronnet. La seconde ligne concerne le père de la mariée et du marié, le garde des sceaux avec un grand P de fantaisie. La troisième ligne est la signature de la mère de la mariée, Baye Boutin ; en-dessous la longue signature d'une tante de la mariée qui la dote, avec, à la fin, le titre de son mari, baronne Doguerau. En-dessous signent le général baron Doguerau et un oncle Boutin. En fond de page, les notaires. Par rapport au XVIIIème siècle, on note que les femmes ne mettent plus leurs prénoms en toutes lettres et préfèrent les initiales, comme leur mari. La page suivante est réservée aux membres de famille royale avec espace biffé.

Le roi est Louis XVIII et signe juste son prénom, comme au siècle précédent. Sur le même mode c'est la signature de Charles, bientôt X, frère du précédent. Marie Caroline est la duchesse de Berry dont le mari a été assassiné en 1820, puis vient le seing de Louis Philippe qui sera bientôt roi des français (3 signatures royales). Puis deux signatures de la famille d'Orléans : Marie Amélie, la femme de Louis Philippe, et la sœur de celui-ci, Eugénie Adélaïde Louise d'Orléans. Tous ces membres de la famille royale écrivent leur prénom en toutes lettres et, sauf Louis XVIII, chacun et chacune enjolive sa signature.



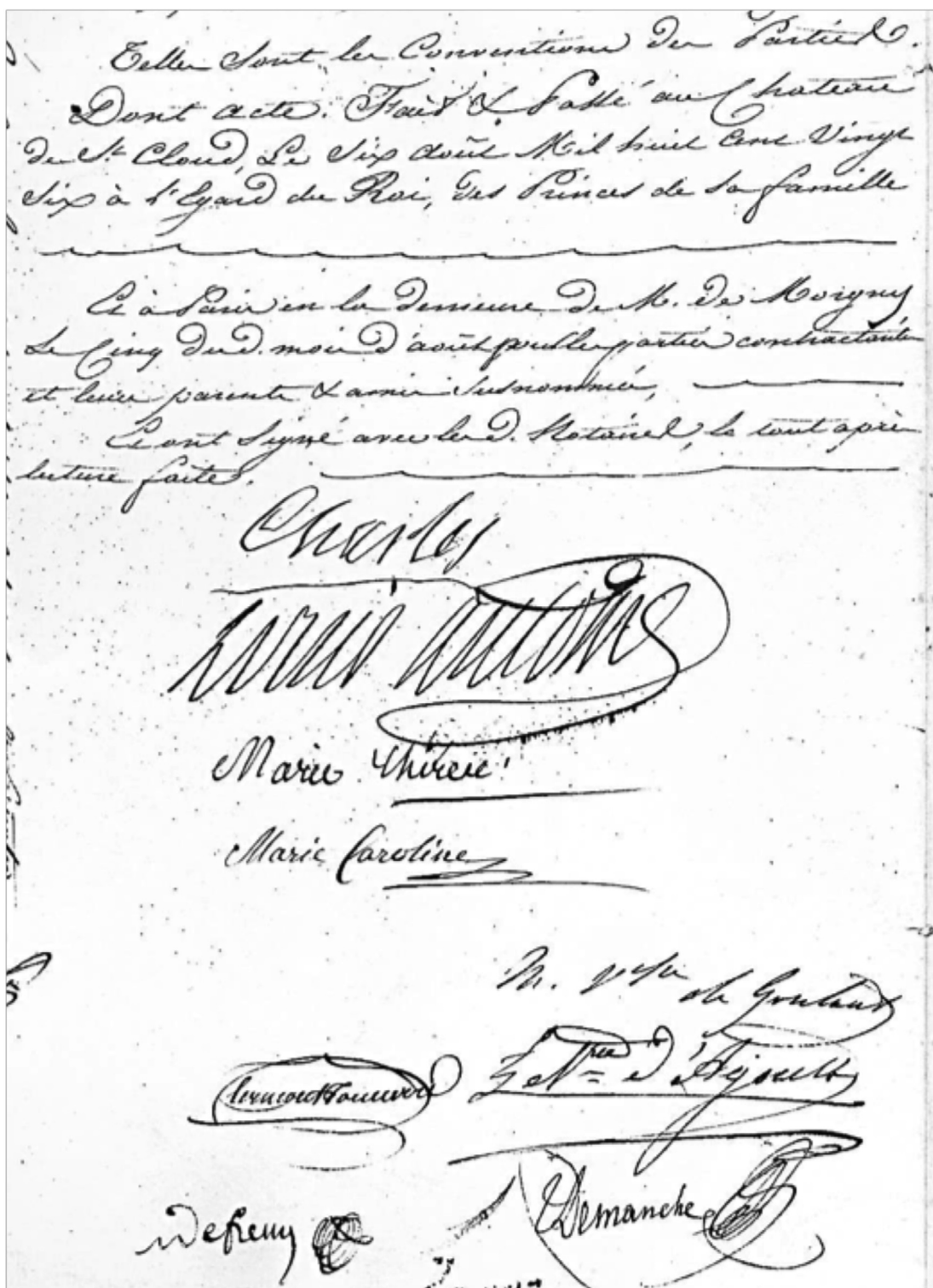
Suit une page consacrée aux membres du gouvernement dont je vous fais grâce bien qu'il y ait deux signatures qui me sont chères, celle de Villèle, chef du conseil des ministres, et Chateaubriand, alors ministre des affaires étrangères. La dernière page concerne des personnes que nous avons évoquées dans le paragraphe 3-a. Je les signale par une croix pour vous éviter de les chercher.

Sur la colonne de gauche en haut, vous notez la signature de la veuve de Perpigna, belle-mère du garde des sceaux, qui veut affirmer sa présence suite au divorce de sa fille. En dessous, vous avez la signature de la pauvre Doly qui va bientôt mourir en couche et, vers le milieu de la page, la signature de son mari, Dalon. Elles sont perdues dans la profusion !



Le **second contrat** est moins prestigieux car la fonction de notre parent est plus modeste : il est secrétaire des commandements du dauphin, le duc d'Angoulême. Il est rédigé le 5 à Paris puis le 6 août 1826 au château de Saint-Cloud. La première page ne concerne que les officiels.

Cette fois le roi est Charles X. Le dauphin, qui est le patron direct de Clément Acher de Montgascon, apparaît tout de suite sous son prénom de Louis Antoine et en dessous Marie Thérèse, la seule enfant de Louis XVI à avoir survécu à la Révolution et qui a épousé Louis Antoine ; enfin Marie Caroline, Duchesse de Berry qui apparaissait aussi dans le contrat Peyronnet. Les autres signatures concernent des personnes importantes, la gouvernante des enfants de France, le ministre de la guerre, un général... mais pas de sang royal. Les parties au contrat sont reportées à la page suivante, au côté des collègues et amis.



Sur la première ligne, on trouve un oncle maternel de la mariée, C Royer, et le beau-père, Belhomme de Morgny ; sur la ligne suivante, les deux époux, le nom de la mariée précédé de F D (Flavie Désirée) et du mari, baron d'Acher Montgascon. Ensuite il faut trouver plus bas à droite le nom de Cyr d'Acher Montgascon pour repérer un autre membre de la famille. Bref les Acher de Montgascon sont noyés dans la masse : les parents sont restés dans leur montagne de l'Aude, sa belle-famille est parisienne...Clément est bien seul, d'autant que c'est lui qui a obtenu un poste de substitut à Nogent sur Seine à son jeune frère qu'il perdra avec la révolution de juillet. Lui aussi perdra son poste, sa femme deviendra folle...Comme pour les Peyronnet, c'était le dernier tour de danse sur le volcan.

C. Royer Belhomme de Morgny
 F. D. Belhomme de Morgny le baron d'Acher Montgascon
 Charles Montgascon
 Scudron marquis de
 Ch. P. Royer F. D. Françoise
 Gabriel Royer
 Cyr d'Acher Montgascon
 Ad. P. Royer
 abb. de Morgny Caroline Duby.
 Le Piteux ancien sous-prefet
 P. de Coudes
 Le Piteux de Habilly
 Le Piteux de Douville
 C. M. de Parara
 Emile Le Piteux S. Piteux de Parara
 M. de Parara
 M. de Parara





Imprimé en France par Fortin le Progrès
A Clichy la Garenne

